

Séance du 21 mars 2023

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an 2023, le 21 mars à 20h, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en Salle du Centenaire, sous la présidence de Monsieur le Maire Walter MARTIN, suite à la convocation du 17 mars 2023.

Présents : M. Walter MARTIN, Mme Annie SOCHAY, M. François BESSON, Mme Véronique PARRATON (pouvoir de M. BUATIER), Mme Fabienne RAVET, M. Olivier ABRIAL, Mme Annick PERRET, M. Emmanuel PERRIN, Mme Sylvie DEBARD, M. Eric PERRET, M. Jean-Louis BALLUTO, Mme Colette MASNADA, M. Xavier MAISONNEUVE, M. Ludovic VEYRET, Mme Gaëlle CURNILLON, M. Vincent MAURICE, M. Stéphane PERRAUD, Mme Aurélie BOZONNET (pouvoir de Mme CUZENARD), Mme Morgane SARTORETTI, Mme Marina ALBANO

Excusés : M. Hervé BUATIER (pouvoir à Mme PARRATON), Mme Patricia CUZENARD (pouvoir à Mme BOZONNET)

Absent : M. David LAURENT

Secrétaire de séance : Mme Annick PERRET

Objet : Modification K du PLU – Décision quant à l'évaluation environnementale suite à la réception de l'avis conforme de la MRAE

Par arrêté municipal n°2022/97 du 20 décembre 2022, Monsieur le Maire a prescrit la procédure de modification n°K du PLU d'Attignat, en vue :

- de mettre en cohérence le règlement entre zones, supprimer le règlement de la zone 1AUX (zone inexistante) et clarifier/adapter de nombreuses dispositions qui à l'usage, s'avèrent inadéquates;
- de maîtriser l'urbanisation du secteur « Les Chanées » (zone UA).

Conformément à l'article R.104-12 3° du Code de l'urbanisme, lorsque la procédure de modification d'un PLU n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique, il appartient à l'autorité responsable de la procédure, de décider de soumettre celle-ci à évaluation environnementale de manière volontaire, ou de saisir l'autorité environnementale pour avis conforme après examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-33 à R.104-37 du même code.

Il a été considéré par la municipalité d'Attignat, que le projet de modification n°K du PLU n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, par conséquent, la procédure a fait l'objet d'un examen au cas par cas signé par le Maire le 12 janvier 2023, et soumis à l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) le 13 janvier 2023 (date de réception).

Par avis conforme n° 2022-ARA-AC-2936 du 6 mars 2023, la MRAE a confirmé l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale, et a rappelé qu'au titre de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la Commune d'Attignat doit prendre une décision en ce sens.

Le Conseil municipal est donc invité à confirmer par délibération motivée prise au titre des articles R.104-36 2° et R.104-37, au regard de l'avis de la MRAE, la décision de ne pas soumettre la modification n°K du PLU à évaluation environnementale.

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-36, L.104-1, R.104-12, R.104-33 à R.104-37 ;

Vu le PLU d'Attignat approuvé le 5 mai 2006, ayant fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution : modification (A) du 1^{er} février 2008 ; révision simplifiée (B) du 3 juin 2008 ; modification simplifiée (C) du 2 février 2010 ; modification (D) du 18 octobre 2011 ; deux révisions avec examen conjoint (E/F) et une modification (G) du 4 mars 2014 ; modification simplifiée (H) du 29 septembre 2015 ; modification (I) du 20 octobre 2020 ; modification (J) du 15 novembre 2022 ;

Vu l'arrêté municipal n°2022/97 du 20 décembre 2022, prescrivant la procédure de modification n°K du PLU d'Attignat ;

Vu l'avis conforme n° 2022-ARA-AC-2936 du 6 mars 2023 de la MRAE, confirmant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;

Considérant que la procédure de modification n°K n'est pas susceptible de générer des incidences notables sur l'environnement physique et humain, ni par thématique, ni par cumul :

Incidences potentielles sur les milieux naturels, zones humides, la biodiversité et les fonctionnalités écologiques :

Le territoire communal d'Attignat ne compte aucun site Natura 2000 et n'a aucun lien avec un tel site, le plus proche se trouvant à 10 km ; aucune étude des incidences Natura 2000 n'est donc requise.

Le territoire communal est concerné par plusieurs zones humides, une ZNIEFF 1 et 2, des trames vertes et bleues au titre du SRADDET (ex SRCE) et du SCoT.

Toutefois, l'augmentation de constructibilité générée par la modification du PLU n'est pas significative, et concerne davantage les zones constructibles que les zones A et N. Les règles relatives aux occupations et utilisations du sol interdites et soumises à des conditions particulières, ne sont modifiées dans aucune zone, dans le sens d'une augmentation de la constructibilité.

La réduction des obligations en matière d'espaces verts communs, n'aura qu'un impact négatif, puisque la plupart des opérations resteront concernées.

Quant au secteur déjà constructible plus spécifique des Chanées, le projet de modification vise à maîtriser son urbanisation, notamment en imposant un objectif de densité de 16 à 20 logements/ha.

Le projet de modification ne remet pas en cause les Espaces Boisés Classés et les ensembles arborés protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, notamment la haie arborée à l'Est du secteur des Chanées.

Les incidences potentielles du projet de modification sur les milieux précités sont donc nulles à faibles, par rapport au PLU en vigueur.

En outre, le projet de modification prévoit, dans l'OAP « Les Chanées », la mise en place d'un écran de verdure avec des plantations hautes, favorable à la biodiversité.

Incidences potentielles en termes de consommation foncière, sur les espaces et activités agricoles :

Les objectifs de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain inscrits au sein du PADD ne sont pas remis en cause dans le cadre de la modification.

Le projet de modification va plutôt dans le sens d'une sobriété foncière, puisque :

- *il ne conduit pas à modifier les limites de zones ni à ouvrir une zone à l'urbanisation ;*
- *l'augmentation potentielle de la constructibilité générée par les évolutions du règlement peuvent conduire à une densification des zones constructibles ;*
- *l'objectif inscrit dans l'OAP « Les Chanées » nouvellement élaborée, garantit le respect d'une certaine densité (16 à 20 logements/ha) ; ce secteur pourrait en effet actuellement être urbanisé selon une densité bien plus faible.*

Il n'a pas d'impact pour l'activité agricole, voire la favorise, en adaptant les règles d'aspect extérieur du règlement de la zone A, aux constructions destinées à l'activité agricole.

Il ne porte pas sur un espace agricole exploité (seulement sur une pâture entretenue de 4500 m² au cœur de quartiers d'habitat, sur le secteur Les Chanées).

Incidences concernant les ressources en eau :

Le projet de modification ne porte pas spécifiquement sur un secteur proche d'un cours d'eau ou d'une zone humide ; le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage.

Le projet de modification ne conduit pas à une augmentation des besoins en eau potable, ni de rejets supplémentaires en eau usées, puisqu'il n'augmente pas les capacités d'accueil du PLU. En particulier, le secteur des Chanées est déjà constructible.

La réduction des obligations en matière d'espaces verts communs, aux seules opérations d'aménagement de plus de 3 logements, dans le règlement des zones UA, UB, UC, IAU et Nhl, n'aura qu'un impact négatif limité sur l'imperméabilisation, puisque la plupart des opérations resteront concernées.

Le raccordement aux réseaux humides et la gestion des eaux pluviales, sont encadrés par l'article 4 du règlement des zones ; cet article n'est pas modifié dans le cadre de la présente procédure. Le projet de modification n'a donc pas d'incidence potentielle sur les ressources en eau.

Incidences paysagères et patrimoniales potentielles :

Le territoire communal n'est pas concerné par une protection paysagère et patrimoniale particulière (SPR, monument historique, site classé ou inscrit...).

Le projet de modification ne porte pas sur un secteur à intérêt particulier de ce point de vue.

Les modifications à apporter au règlement n'aura qu'un impact faible sur les formes urbaines du village ; plus particulièrement, les évolutions apportées à l'article 11 ne visent qu'à clarifier certaines dispositions, ou à les harmoniser (clôtures), ou à les adapter à des constructions spécifiques (agricoles).

Le secteur des Chanées visé par la présente procédure, s'inscrit en dent creuse, à l'arrière de la carrosserie Chanel. Un écran de verdure est imposé dans l'OAP nouvellement élaborée, de manière à prendre en compte les éventuelles nuisances visuelles générés par cette activité, ou toute autre activité économique. Cependant, on rappelle que le secteur est déjà constructible.

Le projet de modification ne remet pas en cause les Espaces Boisés Classés et les ensembles arborés protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, notamment la haie arborée à l'Est du secteur des Chanées.

Incidences en termes de risques et nuisances :

Le territoire communal est concerné par plusieurs risques et nuisances :

- PPRT lié à Total Raffinage France (SUP) ;
- passage de canalisations de transport de matières dangereuses (SUP) ;
- zones inondables (PLU et AZI) ;
- 2 ICPE soumises à autorisation (+ carrosserie Chanel à déclaration désormais en vacance d'occupation) ;
- 12 sites BASIAS, dont la carrosserie Chanel (sur laquelle la municipalité n'envisage pas une destination d'habitat mais de conserver, au moins en partie, un usage économique) ;
- classement sonore départemental (RD975 et A40) ;
- « indice multi-bruits AURA » (base de données ORHANE) montrant des zones hautement dégradées à peu altérées aux abords de la RD975 et de l'A40.

- Indice multi-bruits AURA - <https://www.orhane.fr/>

Les modifications apportées au règlement conduisent potentiellement à une augmentation de la constructibilité - donc la population susceptible d'être exposée à ces risques et nuisances - dans certaines zones ; toutefois, cette augmentation n'est pas significative :

- *la suppression des obligations de retrait de portail dans les zones UA, UB, UC et IAU, ne concernent pas les voies à fort trafic, dans un objectif de sécurité (la RD975 génératrice de bruit, fait partie de ces voies à fort trafic) ;*
- *la suppression des obligations de retrait par rapport aux voies, emprises publiques, voies privées ouvertes à la circulation, en zone UA, UB, UC, IAU et A, ne concerne que les constructions annexes, qui offrent un complément aux fonctionnalités de la construction principale, mais ne sont pas destinées à accueillir de nouvelles populations ;*
- *la réduction des règles de recul des constructions par rapport aux RD, en zone UX, vise essentiellement à harmoniser le règlement et corriger des erreurs ; de plus, cette zone est destinée à accueillir des actifs mais très peu résidents qui seraient exposés au bruit de façon permanente (les constructions à usage d'habitation sont admises dans la zone, si la présence permanente de personnes est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage du site, et sous conditions) ;*
- *la réduction du recul en zone 2AUX et N, concerne une zone actuellement fermée à l'urbanisation (2AUX) ou à la constructibilité très limitée (N) ;*
- *la réduction des règles de recul des constructions par rapport aux RD 975, 29 et 92 et aux autres voies, en zone A, n'augmentera pas significativement l'exposition de nouvelles populations, la zone était essentiellement destinée à accueillir des bâtiments agricoles et non des résidents qui seraient exposés au bruit de façon permanente (seuls sont autorisés les logements nécessaires et liés à l'exploitation agricoles, la construction d'annexes, les gîtes ruraux et le camping à la ferme) ; actuellement aucune exploitation classée en A ne borde la RD975.*

Certaines évolutions conduisent au maintien de la constructibilité existante, voire à sa maîtrise :

- *l'harmonisation de l'article 6 entre zones, ne modifie pas les distances retenues, voire les augmente (retrait de 5 m en zone UA, si l'alignement n'existe pas - zone UA qui, par ailleurs, est la zone constructible la plus altérée en termes de bruit aux abords de la RD975 - référence à la limite d'emprise des voies et non plus à l'axe en zone UB, UC, UX, IAU, 2AUX) ;*
- *sur le secteur déjà constructible plus spécifique des Chanées, le projet de modification vise à maîtriser son urbanisation (objectif de densité de 16 à 20 logements/ha).*

En outre, les prescriptions d'isolement acoustique minimal s'appliquent, au titre du classement sonore départemental, et indépendamment du PLU, dans les secteurs affectés par le bruit, pour certaines constructions, dont les habitations.

Ces secteurs englobent la plupart des « zones altérées » à « hautement dégradée » de l'indice multi-bruits AURA (voir cartes ci-dessous sur le secteur des Chanées et de la Zone d'Activités). Seul un secteur des Chanées apparaît en zone altérée, en-dehors des secteurs affectés par le bruit. Toutefois, comme indiqué en supra, sa constructibilité n'est pas augmentée dans la modification du PLU, voire est davantage maîtrisée.

Les incidences potentielles sont donc faibles sur l'enjeu « bruit ».

Dans le cadre de la modification, la connaissance des sites BASIAS est portée au public :

- *dans l'additif au rapport de présentation,*
- *dans le règlement des zones concernées, dont en zone UA (carrosserie Chanel), avec renvoi à la réglementation applicable à ces sites,*
- *au sein de l'OAP nouvellement élaborée « Les Chanées ».*

Une petite partie du site « Les Chanées » est notamment concernée par la bande « SUP1 » liée à la canalisation de transport de gaz « Etrez – Ars-sur-Formans » ; les servitudes générées impactent surtout la

construction d'Etablissements Recevant du Public (ERP) et d'Immeubles de Grande Hauteur (IGH). Les enjeux sont faibles.

Incidences « air, énergie, climat » :

Le SRADDET et le PCAET n'identifient pas d'enjeu spécifique à Attignat.

L'articulation de la modification du PLU avec ces documents, est démontrée dans l'additif au rapport de présentation de la modification, parties II et VI.

Le Conseil, après avoir délibéré,

Confirme, au regard de l'avis de la MRAE, que le projet de modification n°K du PLU n'est pas susceptible d'affecter de manière significative l'environnement.

Confirme l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale dans ce cadre.

La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète de l'Ain, et fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

Elle sera également jointe au dossier d'enquête publique, avec l'avis conforme de la MRAE.

Ainsi fait et délibéré,
A Attignat, le 21 mars 2023

Le Maire,
Walter MARTIN



